

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

Bras droit de Blanquer, technocrate... Des syndicats réagissent à la nomination d'Édouard Geffray au MEN

Emmanuel Fontaine

7-9 minutes

La nomination d'Édouard Geffray le 12 octobre 2025 pour succéder à Élisabeth Borne au ministère de l'Éducation nationale est critiquée par la plupart des organisations syndicales, qui fustigent le manque de rupture par rapport aux gouvernements précédents. Parmi leurs craintes, la "dégradation du ministère du 1er au 9e rang protocolaire", signifiant que les personnels pourraient "servir de variable d'ajustement budgétaire" dans le PLF 2026. Le Snuipp-FSU considère ce choix comme "le signe que rien ne va changer", tandis que le SE-Unsa s'attend à avoir "très vite des désaccords de fond".



Le SE-Unsa critique la nomination d'Édouard Geffray, qui a "accompagné et soutenu les politiques éducatives de Jean-Michel Blanquer", au poste de ministre de l'Éducation nationale le 12 octobre 2025. MEN - MENJ

Sollicitées par AEF info ou par expression directe sur les réseaux sociaux, les organisations syndicales ont réagi négativement à la nomination d'Édouard Geffray en tant que ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement Lecornu II, dimanche 12 octobre 2025 ([lire sur AEF info](#)) pour succéder à Élisabeth Borne.

Les organisations représentatives des personnels de l'Éducation nationale connaissent bien Édouard Geffray, puisqu'il a occupé la fonction de DGRH du MENESR (2017-2019) puis de Dgesco (2019-2024).

Des arbitrages budgétaires et la possibilité d'une censure qui interrogent

Sur son compte Bluesky, le [Snes-FSU](#) s'interroge sur la nomination d'un "7e ministre de l'Éducation

nationale depuis le début du 2e mandat d'Emmanuel Macron". "Pour combien de jours ? Et pour faire quoi ?", interroge le syndicat alors que le gouvernement Lecornu II est déjà sous la menace d'une censure.

Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale de la CFDT EFRP, se demande également "pour combien de temps aura-t-on un nouveau ministre de l'Éducation nationale", estimant qu'en cette période, il est "assez difficile de lire la suite". Elle "espère qu'au moins les débats budgétaires auront lieu ([lire sur AEF info](#)), vu leur importance pour le renouvellement des personnels dans les années à venir".

"On attendra de voir", tempère la secrétaire générale du SE-Unsa Élisabeth Allain-Moreno, même si elle souligne qu'Édouard Geffray "n'aura pas le même poids politique qu'Élisabeth Borne pour négocier les budgets à Matignon ou à Bercy".

Les arbitrages budgétaires du Premier ministre Sébastien Lecornu seront dessinés lors de sa déclaration de politique générale, prévue le 14 octobre, ainsi que via les mesures du PLF 2026, qui sera présenté également mardi en conseil des ministres.

Le Snalc, quant à lui, "n'en finit plus d'accueillir les nominations de ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur", craignant de "bientôt manquer de doigts pour les compter". Si "le nouveau ministre connaît bien la maison", estime le syndicat, cela "ne dit rien de la politique qui sera menée, si tant est qu'une politique ait le temps d'être menée".

La dégradation du ministère du 1er au 9e rang protocolaire, "une source d'inquiétude"

Surtout, Catherine Nave-Bekhti s'alarme de la "dégradation du ministère du 1er au 9e rang protocolaire", qui signifie que l'Éducation aura "un poids beaucoup moins important" : "en termes de politique publique c'est très décevant dans la période que nous vivons, c'est une source d'inquiétude."

"La crise de l'Éducation nationale est une certitude", fait valoir le Snalc, ajoutant que "les personnels ne doivent pas servir de variable d'ajustement budgétaire".

Pour la CGT Educ'action, cette nomination est à la fois une "nouvelle claque pour l'Éducation" et une "mauvaise nouvelle à l'heure où l'enquête Talis ([lire sur AEF info](#)) indique que les personnels se sentent abîmés après des années de contre-réformes et méprisés par des politiques éducatives autoritaires".

une absence de "Rupture" politique ?

Le choix d'Édouard Geffray comme ministre est "le signe que rien ne va changer", entrevoit de son côté Aurélie Gagnier, secrétaire générale du Snuipp-FSU, interrogée par AEF info. "Nous voyons là non pas un homme de terrain, mais un pur technocrate, qui ne répondra en rien au mal-être des personnels ou aux enjeux de l'école inclusive".

Alors que "le nouveau gouvernement devait annoncer la 'rupture' avec les politiques menées des dernières années", poursuit la CGT Educ'action, cette nomination "ne marque en rien cette 'promesse' et annonce, au contraire, un retour probable d'une politique aux effets délétères pour les personnels et les élèves." L'organisation syndicale considère Édouard Geffray comme le "véritable bras droit de Jean-Michel Blanquer". Il est comptable, selon l'organisation, de "la mise en place et de l'application de très nombreuses réformes dénoncées par la CGT Educ'action et la communauté éducative", estime l'organisation, citant notamment "l'école de la confiance", "le choc des savoirs" ou "la réforme du bac".

"Aucune rupture sur le fond !", déplore également le Snes-FSU, pour qui Édouard Geffray reste le "numéro 2 du ministère aux grandes heures de la Macronie (réformes Blanquer, 'choc des savoirs') et donc chef d'orchestre opérationnel de l'échec de toutes les politiques éducatives successives et de tous les bricolages qui ont conduit à l'effondrement de l'école".

"Au secours, Blanquer revient !", abonde le secrétaire général du SUI-FSU Eric Nicollet, également sur son compte Bluesky. "En fait, avec les pions qu'il y a placés, Jean-Michel Blanquer n'a jamais cessé de hanter la rue de Grenelle. Édouard Geffray fut son homme de main pendant cinq ans. Il porte une lourde responsabilité quant à l'état catastrophique dans lequel se trouve l'École", estime Eric Nicollet.

Édouard Geffray, dialogue ou application stricte de la politique d'Emmanuel Macron ?

Concernant son passage à la DGRH et à la Dgesco, Élisabeth Allain-Moreno rappelle qu'il "a été nommé sous les gouvernements d'Emmanuel Macron et qu'il a accompagné et soutenu les politiques éducatives de Jean-Michel Blanquer et de Gabriel Attal, que [le syndicat a] combattues". Si elle "ne fait pas de procès d'intention", la secrétaire générale du SE-Unsa s'attend à avoir "très vite des désaccords de fond" avec le nouveau ministre. Lorsqu'il était à la Dgesco, Édouard Geffray "se hâtait de mettre en œuvre des décisions qui ne correspondaient pas aux attentes de la profession", rappelle-t-elle.

Catherine Nave-Bekhti, de la CFDT EFRP, remarque par ailleurs qu'Édouard Geffray n'allait "pas forcément dans la même direction selon les casquettes qu'il portait" : "en tant que DGRH, il était ouvert au dialogue social. Il avait le code de l'Éducation sur la table, il était prêt à accepter des amendements - auparavant systématiquement rejetés - et proposait des reformulations, mais pas uniquement sur la forme". À l'inverse, à la Dgesco, "c'était une autre histoire, il était le bras droit de la politique éducative menée par les ministres successifs nommés par Emmanuel Macron, avec laquelle il était en accord, et qu'il mettait en œuvre."

Enfin, le sénateur Cédric Vial (Savoie, LR) estime qu'Édouard Geffray est "le principal responsable de l'échec de l'école inclusive et le principal obstacle" qu'il a rencontré pour faire adopter sa loi sur la prise en charge des AESH sur le temps méridien ([lire sur AEF info](#)), "puis pour la faire appliquer".